



Conférence donnée au cours de la session 2013 des Semaines sociales de France "Réinventer le travail"

Réinventer le travail sans croissance

Dominique Méda

Dominique Méda¹

L'actualité est telle que nous avons choisi le même titre, sans nous être concertés, Jérôme Vignon et ses collègues pour le colloque, Patricia Vendramin et moi-même pour notre livre, *Réinventer le travail*. Cela montre l'urgence que nous ressentons les uns et les autres à prendre ou à reprendre ce sujet à bras le corps. Je dis reprendre, car j'ai fait la connaissance de Jérôme Vignon il y a 20 ans, à l'occasion de la commission qui avait été alors réunie sous l'égide du commissariat général au plan et qui allait rédiger sous la houlette de Jean Boissonnat un rapport intitulé « Le travail dans 20 ans ». C'était en 1993, Jérôme Vignon était l'un des membres de cette commission et moi l'un des rapporteurs. Le taux de chômage était à peu près le même qu'aujourd'hui et nos deux grands sujets de réflexion avaient concerné le contrat d'activité et le temps de travail. Outre ma participation à ce travail collectif, j'avais rédigé une annexe à ce rapport, qui revenait sur l'histoire longue du travail et défendait l'idée que le travail n'était pas un invariant anthropologique, que le concept de travail était, au contraire, le résultat d'une histoire et qu'il était constitué de plusieurs couches de signification, déposées à travers les siècles, contradictoires les unes avec les autres et supports aussi des attentes diversifiées des individus. Si je voulais résumer d'une phrase cette histoire longue du travail, au moins dans nos sociétés occidentales, je dirais que nous sommes passés d'une conception du travail *trepalium*, travail-souffrance, largement méprisé, au travail « épanouissement ».

Parallèlement, nous avons assisté à une impressionnante montée des attentes à l'égard du travail. Cette histoire s'est accompagnée d'une réinterprétation des textes, d'une relecture active de ceux-ci. Nous avons a posteriori réinterprété, par exemple, la condamnation d'Adam et Ève en termes de travail alors même que ce concept n'était pas constitué. Le sociologue Christian Lalive d'Épinay a montré comment la traduction de Luther et le travail du temps avaient peu à peu transformé l'expression originelle du psaume 90, qui était « le plus beau de ces jours n'est que peine et tourment », en une sentence ainsi libellée « ce qu'il y a de plus précieux dans une longue vie, c'est l'effort et le travail », donc le contraire absolu. En guise de préliminaire, je voudrais enfin préciser que nous devons toujours nous garder de lire le passé avec nos catégories du présent, comme nous l'indique Jean-Pierre Vernant : « De même qu'on n'a pas le droit d'appliquer au monde grec les catégories économiques du capitalisme moderne, on ne peut projeter sur l'homme de la cité ancienne la fonction psychologique du travail telle qu'elle est aujourd'hui dessinée. »

Le taux de chômage ne devrait pas être le seul indicateur

Pourquoi devons-nous aujourd'hui réinventer le travail et quelles modalités pourraient recouvrir cet objectif ? Parce que nous sommes confrontés à une double crise, de l'emploi et du travail – je ne sais pas si le terme de crise est adapté, car une crise est un changement brusque, normalement de courte durée alors que nous vivons ces difficultés depuis trente ans... Reconnaissons que les mesures prises, mais plus généralement les cadres cognitifs, le paradigme dans lequel se déroule notre réflexion, montrent chaque jour leur caractère inadapté. Il y a plus de 200 millions de chômeurs dans le monde selon le Bureau international du travail qui prévoit que le chômage augmentera jusqu'en 2015. En France, fin septembre

1 Dominique Méda est philosophe et sociologue.

2013, 5 400 000 personnes étaient inscrites à Pôle emploi, avec un nombre de chômeurs de longue durée très préoccupant. Le taux de chômage ne peut pas être le seul indicateur pour rendre compte de la situation, car il faut prendre aussi en compte le taux de précarité et le taux de pauvreté, ce qui nous permet de relativiser les réussites spectaculaires de certains pays en Europe et de ne pas masquer la dualisation radicale de la société qu'ils peuvent parfois recouvrir. Un rapport européen récent, écrit par Jean-Marie Perbost sous l'égide de la Green European Foundation, a mobilisé, pour mettre en évidence la manière dont le volume de travail est réparti sur la population, un indicateur qui s'appelle taux d'occupation en équivalent temps plein de la population active et de la population en âge de travailler. Cette approche donne une idée des performances relatives des États européens différente de celle qui est permise par la prise en considération du seul indicateur taux de chômage. Alors que le taux de chômage laisse penser qu'il y a de bons élèves qu'il suffirait de copier, la prise en considération de ces autres indicateurs fait apparaître des palmarès différents. Par exemple, la France occupe mieux sa population active, en âge de travailler, que le Danemark ou l'Allemagne. Cette étude fait apparaître qu'il existe en Europe des modalités très différentes de partage du travail qui dépendent finalement du nombre et de la durée moyenne des temps partiels, ainsi, malheureusement, qu'une incapacité de l'ensemble de l'Europe à s'approcher du plein emploi. Le problème est que l'aggravation du chômage, du sous-emploi et de la pauvreté, ravivée par la crise économique et financière de 2008, s'est accompagnée de la diffusion et de l'extension de raisonnements mettant l'accent sur la responsabilité individuelle des chômeurs, et aussi de politiques d'activation des dépenses et de théories continuant à mettre au premier plan le chômage volontaire et affirmant la nécessité d'inciter les pauvres et les chômeurs par la contrainte. En 1993, comme en 2008, au lieu de considérer les chômeurs comme les jouets d'un processus qui les dépasse, nous avons hélas continué à fonctionner avec les mêmes paradigmes, les mêmes politiques.

De nouvelles attentes vis-à-vis du travail

Paradoxalement – ou pas –, c'est aussi dans les années 80 que se sont développées dans les pays occidentaux des attentes radicalement nouvelles vis-à-vis du travail. Ce qui avait été rêvé au XIX^e siècle par une partie des théoriciens – la possibilité que le travail devienne une œuvre individuelle et collective à travers laquelle chacun pourrait exprimer son appartenance au genre humain et sa personnalité – tout se passe comme si tout cela était devenu réalité au XX^e siècle. Les individus attendent désormais du travail la possibilité de s'exprimer, de se réaliser, de dire qui ils sont et plébiscitent les dimensions expressives et relationnelles du travail. Je voudrais prendre la France comme témoin, comme figure de proue des évolutions en cours. Les enquêtes que nous présentons dans notre livre mettent en évidence les très fortes attentes à l'endroit du travail et plus encore qu'ailleurs le plébiscitent à l'égard de deux dimensions principales de ces attentes, les dimensions expressives et relationnelles. On attend du travail la possibilité de se réaliser, d'exprimer sa singularité, de dire aux autres qui on est, de continuer à apprendre, de mettre ses capacités au défi, de se surpasser, mais aussi de réaliser ceci dans une bonne ambiance au sein d'une petite équipe dans laquelle les liens entre personnes deviennent primordiaux. Je souligne que les jeunes sont, plus que les autres tranches d'âge, porteurs de ces attentes et considèrent important que le travail permette d'être utile et de venir en aide aux autres. Les femmes ont également désormais des attentes au moins aussi importantes que celles des hommes, notamment concernant le sens du travail.

Or, si c'est en France que ces attentes communes à l'ensemble des sociétés occidentales sont les plus fortes, c'est aussi dans notre pays qu'elles sont le plus déçues. Comme le met en évidence la dernière enquête de la fondation de Dublin, l'agence européenne spécialisée dans les conditions de travail, la France apparaît dans une très médiocre position puisque le niveau de stress déclaré par les Français est l'un des plus élevés, que le taylorisme est loin d'avoir disparu et que les personnes se plaignent de n'avoir aucune prise sur la décision au quotidien dans leur travail. Il y a là une première explication du souhait des Français de voir le travail occuper moins de place dans leur vie, à rapprocher du fait qu'en Europe peu de travailleurs appartiennent à des organisations du travail « impliquantes », qui leur permettent d'avoir la main sur la décision. Une autre explication vient du fait que, dans les pays européens, où les femmes avec enfants sont nombreuses dans la population active, on accorde une place importante au travail, certes, mais également à d'autres activités, sources elles aussi d'identité et d'épanouissement mais très chronophages, telles que les activités familiales. On observe, dans tous les cas, que les attentes immenses posées sur le travail viennent en partie se

fracasser sur la réalité du travail.

Les mesures mises en œuvre jusqu'à aujourd'hui pour résoudre cette double crise du travail et de l'emploi ont échoué, il faut le reconnaître. Il me semble que continuer sur la voie qui nous est recommandée par certaines institutions internationales ou certains économistes – la modération salariale, la préférence donnée à la compétitivité, les réformes structurelles, la plus grande facilité à licencier – est une option qui n'est pas généralisable à l'ensemble de l'Europe, voire du monde. Elle risque en effet d'entraîner une profonde polarisation de notre société entre bien qualifiés et peu qualifiés, mais aussi entre travailleurs appartenant à des groupes peu scrupuleux ou considérés comme archaïques et les autres. Un tel choix consisterait à tourner définitivement le dos aux principes exposés dans la déclaration de Philadelphie dont, notamment, « le travail n'est pas une marchandise ».

Le retour de la croissance est-il l'unique solution ?

Mais c'est pour des raisons bien plus profondes qu'il nous faut désormais renoncer à emprunter cette voie. Car jusqu'à maintenant les diverses mesures visant à lutter contre le chômage ou à mettre un terme au malaise du travail ont été considérées comme des moyens permettant d'attendre le déploiement de la seule solution susceptible de réduire le problème : le retour de la croissance. Depuis 30 ans, des objurgations régulières et de plus en plus insistantes montent du continent européen, mais aussi d'autres parties du monde, pour implorer le retour de la croissance qui serait seul en mesure de combattre le chômage. On consulte de plus en plus fiévreusement les augures, on frémit au moindre rebond. Mais trois éléments déterminants nous obligent à être de plus en plus circonspects vis-à-vis de cette solution.

En premier lieu, après les rebondissements divers de ces derniers mois, le retour de la croissance ne semble pas annoncé pour le moment. Un simple regard jeté sur les tendances de ces quarante dernières années montre que les pays européens connaissent une baisse systématique et régulière du taux de croissance. Un économiste classique comme Robert Gordon a récemment affirmé qu'en l'absence prévisible d'une innovation aussi importante que celle de l'électricité au XIX^e siècle, les économies développées ne pourront connaître une croissance que de 0,2 % par an dans les années à venir. Mais le point central réside aujourd'hui ailleurs, dans la contradiction majeure qui existe entre le besoin de croissance – parce que nous sommes des sociétés fondées sur la croissance, que tout notre imaginaire, notre fonctionnement social sont construits sur la croissance, que nous avons assimilé croissance et progrès, mais aussi parce que tous nos systèmes économiques et sociaux dépendent de la croissance – et le fait que la croissance est génératrice de maux. Nous découvrons que la croissance, dans l'état actuel des sciences et des techniques, est étroitement corrélée avec l'augmentation des gaz à effet de serre, les pollutions de toute nature, la dégradation des écosystèmes et de la santé. La croissance n'est donc pas exclusivement bonne. Elle est certes productrice d'immenses bienfaits, mais aussi de maux. Pour l'instant, on voit mal comment on pourrait diviser par quatre nos émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050 – ce qui est nécessaire, nous dit-on, pour éviter un dérèglement climatique majeur – et continuer à croître comme auparavant. Certains auteurs ont, au contraire, mis en évidence que si nous voulions diviser par quatre ces émissions, à intensité énergétique égale, il nous faudrait accepter une baisse de 3,3 % du PIB mondial par an. La diffusion des niveaux de croissance que nous avons connus pendant les Trente glorieuses n'est donc ni généralisable à l'ensemble du monde, ni soutenable. Le raisonnement qui consiste à vouloir d'abord renouer avec la croissance et s'occuper ensuite des questions écologiques apparaît très risqué car plus nous attendons, plus le coût sera lourd et les effets douloureux.

Enfin, cette prise de conscience nous conduit à une relecture critique de notre passé. J'ai dit que nous découvrons que la croissance est génératrice de maux. Un certain nombre de théoriciens et de politiques des années 70 l'avaient parfaitement compris, comme Bertrand de Jouvenel, Edmond Maire, Robert Kennedy, qui avaient montré que la croissance peut être génératrice de dégâts, non seulement sur le patrimoine naturel, mais aussi sur la qualité de vie, la cohésion sociale, le travail humain. Je renvoie à l'ouvrage célèbre publié en 1973 sous l'égide de la CFDT : les dégâts du progrès. Le consensus qui semblait avoir entouré la modernisation de la France pendant les Trente glorieuses apparaît, avec le recul, de moins en moins solide, comme viennent de le montrer Bonneuil et ses collègues dans un ouvrage intitulé *Une autre histoire des Trente Glorieuses*, et comme Jouvenel l'avait mis en évidence quand il indiquait, en parlant des gains de productivité immenses réalisés, que ceci constituait sans

doute un progrès pour le consommateur, mais un *regrès*, c'est-à-dire une régression pour le travailleur et le producteur.

La reconversion écologique de notre économie, une solution à la crise

La prise de conscience que la croissance s'accompagne de dégâts et que notre indicateur de référence, le PIB, inventé au milieu du XX^e siècle, est inadapté et même dangereux parce qu'il constitue l'occultation suprême des dégâts provoqués sur le patrimoine, nous conduit donc à la nécessité d'un changement majeur. Il aura fallu toute l'autorité de plusieurs prix Nobel, un aréopage d'économistes stars pour faire reconnaître ce qu'on savait depuis longtemps et qui devrait être évident aux yeux de chacun : le PIB compte pour zéro des activités pour la reproduction et le bien-être de la société. Il ne tient aucun compte de la manière dont sont réparties la consommation et la production, ni de la qualité des biens et services et il ne s'intéresse pas à l'évolution des patrimoines naturels et sociaux que nous mobilisons pour fabriquer notre production. Il donne donc de la richesse de notre société et de son progrès, de sa capacité à s'inscrire dans la durée, une idée réduite et dangereuse. Le comprendre nous oblige d'abord à changer d'indicateur, du moins à nous doter d'indicateurs complémentaires, qui seraient susceptibles de servir de guide à nos actions publiques et individuelles. Le choix de cet indicateur constitue un moment important, un défi majeur, parce qu'il s'agit tout simplement de décider ensemble de ce qui compte pour notre société, de décider d'une vision du monde. Parallèlement il nous permet de civiliser notre processus de développement en enserrant la production et la consommation dans des normes éthiques, sociales et environnementales. Respecter celles-ci suppose d'engager une reconversion écologique de notre économie et le défi principal est de faire comprendre que non seulement cette voie est la seule praticable, mais qu'elle peut sans doute nous permettre, comme par surcroît, d'avancer résolument dans la résolution de la crise de l'emploi et du travail.

Pourquoi la reconversion écologique de nos économies – le développement de la révolution thermique, des transports collectifs, le verdissement des processus industriels, le développement de l'agro-écologie – est-elle de nature à nous aider à résoudre cette crise ? Parce que cette reconversion suppose que certains secteurs décroissent et que d'autres croissent et que ceux qui doivent croître vont nécessiter une plus grande quantité de travail. Nourrir les populations sans en payer le prix par une augmentation des pesticides ou des OGM, sans augmenter les pollutions générées par les transports, nécessitera une relocalisation de la production et une plus grande quantité de travail. Si nous sommes capables d'organiser la répartition de cette plus grande quantité de travail sur un plus grand nombre de personnes tout en désintensifiant le travail de chacun, nous aurons réussi le tour de force d'attaquer radicalement le chômage et de changer le travail.

Un autre partage du travail

Une telle politique met donc en son cœur une réduction de la norme de travail à temps complet, c'est-à-dire un autre partage du travail maîtrisé, souhaité et contrôlé, à la place du partage sauvage que nous connaissons aujourd'hui. Mis au service de la satisfaction des besoins essentiels de tous et

respectant des normes environnementales et sociales strictes, appuyé sur un changement de contenu et de qualité de la production dont les impacts ou l'empreinte sur le travail humain et la nature seraient réduits au maximum, ce processus pourrait et devrait être soutenu par des coalitions de consommateurs soucieux de qualité des produits, de travailleurs avides de qualité du travail et de citoyens désireux d'une production écologiquement et socialement respectueuse. Il s'appuiera sans doute moins sur de grandes entreprises multinationales étalant leurs processus productifs sur le monde entier et jouant des différences de salaires et de législation que sur des coopératives, des PME et des artisans. Il devrait accompagner une radicale démocratisation des entreprises, le développement d'organisations du travail plus participatives, et donc une réduction du temps de travail, seule à même de combattre le chômage et de redonner du sens au travail, mais aussi de garantir l'égalité entre hommes et femmes. Ce processus suppose de tirer un bilan serein des 35h telles qu'elles ont été mises en place en France et d'en souligner les avantages – création d'emploi, retour de l'espoir, baby-boom –, mais aussi les limites – insuffisance des créations d'emploi dues à l'absence de conditionnalité des aides de la seconde loi Aubry, intensification du travail, modération salariale. Il suppose aussi de reconnaître que le partage actuel s'opère systématiquement, quel

que soit le pays, aux détriments des femmes, les hommes étant les plus nombreux à accéder au temps complet et les femmes au temps partiel, moins bien payé. Et de prendre au sérieux l'égalité hommes/femmes et plus généralement l'égalité de tous les citoyens placés face à des évolutions économiques erratiques. Il s'agit de civiliser et d'ordonner ce processus de partage du travail en orientant de surcroît celui-ci vers les productions les plus essentielles. Un tel changement qui cesse d'assimiler croissance des quantités produites et progrès et qui se place au-delà de la croissance suppose aussi à l'évidence toute une série de changements et de ruptures radicales, parmi lesquels un coup d'arrêt donné à la financiarisation de l'économie, la mise en place de régulations nationales et internationales, la lutte impitoyable contre les inégalités entre le Nord et le Sud et, à l'intérieur de nos sociétés occidentales, la mise en œuvre des moyens permettant de contrôler l'effectivité des mesures anti-dumping écologiques et sociales, en accordant, par exemple, un poids plus grand au BIT, au moins égal à celui de l'OMC.

Ce changement suppose également une réforme profonde des modes de gouvernement en Europe, qui permettrait à celle-ci, non pas tant de devenir l'économie la plus compétitive du monde, mais peut-être l'espace le plus solidaire et le plus engagé dans la mise en œuvre d'un nouveau modèle de développement désormais fondé sur notre capacité à produire en prenant le plus grand soin des ressources et des êtres humains.